



3^e Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés Bruxelles, 14-20 mai 2001

S'attaquer à la pauvreté là où elle est la plus profonde

Dans un monde mené par des marchés financiers, des échanges commerciaux et des investissements d'une ampleur sans précédent, 49 pays où vivent plus de 630 millions de personnes — dépassant les un dixième de la population mondiale — sont tenus en marge de l'évolution économique mondiale.

Du 14 au 20 mai, les Nations Unies organisent une conférence internationale accueillie par l'Union européenne à Bruxelles, en Belgique, afin d'élaborer les moyens de lutter contre la pauvreté, le sous-développement et l'instabilité qui persistent dans ces pays — pays les moins avancés (PMA). La conférence devrait chercher à obtenir de vrais résultats et aboutir à un accord sur les démarches concrètes par lesquelles les PMA pourront inverser leur glissé vers la marginalisation et la pauvreté extrême.

Des actions sont plus que nécessaires. Plus de la moitié des habitants de ces pays vivent avec moins d'un dollar par jour. L'espérance de vie moyenne est de 51 ans. 43 % de la population n'a pas accès à l'eau potable, 50 % est illétrée et seul 26 % des naissances sont assistées par du personnel médical compétent.

Et, malgré l'engagement international pour combattre la pauvreté, le nombre de pays outrageusement pauvres est en train d'augmenter. En effet, au cours des 30 dernières années, le nombre de PMA a plus que doublé, passant de 25 à 49.

Pour ces pays, les années 90 ont été une décennie cruelle. Nombre d'entre eux ont connu, ces dernières années, la discorde civile et de violents conflits, qui débordent souvent des frontières et perturbent la stabilité régionale. Des millions de personnes ont été chassées de leur maison, déplacées à l'intérieur de leur propre pays ou sont devenues réfugiés internationaux.

De plus, les forces de la mondialisation, qui ont certes permis à quelques pays de se sortir d'un grave sous-développement, ont en général tendance à nuire aux PMA. Les prix des matières premières (la plus importante part des exportations des PMA) sont en train de tomber, comme l'on accorde une importance croissante aux technologies avancées — la faiblesse des PMA. Les possibilités d'accroissement des exportations grâce au traitement local des matières premières sont anéanties par les barrières commerciales placées sur les principaux marchés internationaux à l'encontre des produits d'une valeur d'exportation stratégique pour les PMA.

Comme débute un nouveau siècle, une croissance économique ralentissante et le souvenir des récentes crises financières incitent les investisseurs internationaux frileux à ne placer leurs capitaux qu'aux endroits les plus sûrs. De plus, deux tiers des PMA sont sur la liste des pays hautement endettés et pauvres. Nées principalement de l'atmosphère financière de gratuité des années 80, les dettes nationales croissent, et ce malgré les nouveaux programmes internationaux d'allègement de la dette.

Un partenariat en faveur du progrès

C'est aux pays les moins avancés eux-mêmes qu'incombe une part importante des efforts pour palier à leurs handicaps — manque de capacités de production et d'infrastructures; peu de compétences dans les domaines de la gestion, de l'entreprise et les domaines techniques; gouvernance peu solide; faibles niveaux d'épargne et d'investissement, y compris un très bas niveau d'investissements étrangers.

Malgré l'environnement international difficile, il existe déjà des exemples d'impressionnantes avancées de certains PMA : le Mali a accompli des progrès stratégiques dans l'utilisation des nouvelles technologies de l'information en ouvrant des sites Web pour pratiquement tous ses organes gouvernementaux; le Bangladesh a développé son secteur d'exportation; le Mozambique a atteint, en 1999, un taux de croissance économique plus élevé que celui de n'importe quel pays dans le monde. Mais pris dans leur ensemble, tous les handicaps et carences qui pèsent sur les PMA ne peuvent être traités seulement de façon interne. La communauté internationale doit jouer un rôle actif.



Reconnaissant la nécessité d'une approche fondée sur le partenariat, les dirigeants de la planète se sont engagés, au cours du Sommet du millénaire tenu à New York en septembre 2000, à soutenir la Conférence de Bruxelles et ont demandé aux pays les plus prospères d'agir de trois manières jugées déterminantes :

- ♦ **En autorisant l'accès des marchés aux exportations des PMA, sans imposer ni taxe ni quota;**
- ♦ **En annulant toute dette bilatérale officielle** des PMA lorsque ceux-ci s'engagent à réduire significativement la pauvreté, et en garantissent que les initiatives d'allègement de la dette pour les pays pauvres se déroulent rapidement et efficacement;
- ♦ **En apportant une aide au développement plus généreuse**, notamment aux pays qui utilisent leurs ressources pour combattre la pauvreté.

Participation

Participeront à la troisième Conférence sur les pays les moins avancés (PMA-III) les personnes en charge de l'élaboration des politiques gouvernementales de chaque pays, en particulier les dirigeants des 49 pays les moins avancés, qui y tiendront un rôle majeur, ainsi que les représentants de tous les secteurs de la société civile.

Les organisations internationales et multilatérales compétentes, y compris la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNICEF), la Banque mondiale et le Fonds monétaire international partageront aussi la responsabilité du succès de la Conférence. Ces institutions, ainsi que d'autres, travaillent dans les PMA et leurs efforts de coordination sont cruciaux pour réussir tout partenariat international.

Autre aspect notable de la Conférence, les pays donateurs feront l'annonce de leurs « contributions » — **engagements concrets au niveau des ressources, des programmes et des initiatives** en faveur du développement des PMA.

Les événements spéciaux qui auront lieu en parallèle de la Conférence sont destinés à faire se rencontrer les organisations non gouvernementales représentant la société civile, le secteur privé, les municipalités et les parlementaires.

Emplacement et secrétariat

En tant que le plus important partenaire commercial et de développement des PMA, l'Union européenne accueillera la Conférence. Les installations modernes de **l'immeuble du Parlement européen à Bruxelles** sont tout à fait adéquates pour accueillir les réunions plénières et thématiques, les événements organisés en parallèle et une exposition exceptionnelle sur la richesse culturelle et la diversité des pays les moins avancés, ainsi que sur le travail de l'Union et du système des Nations Unies dans ces pays.

Le Secrétariat de la Conférence est la CNUCED basée à Genève. Forte d'une longue expérience dans les aspects du développement en relation avec le commerce, les investissements, la technologie et le renforcement des capacités, la CNUCED est l'interlocuteur privilégié, au sein du système de l'ONU, pour les questions relatives aux PMA.

Contact

Les médias peuvent adresser leurs questions à :

CNUCED

Muriel Scibilia Téléphone : 41-22-907-5828, 5725

E-mail : murielcscibilia@unctad.org

Alessandra Vellucci téléphone : 41-22-907-5828, 4641

E-mail : allesandra.vellucci@unctad.org

Fax : 41-22-907-0043

Centre d'information des Nations Unies, Bruxelles

Fax : 32-3-502-4961

E-mail : unicbel@be.psinet.com

Département de l'information des Nations Unies

Tim Wall Téléphone : 1-212-963-5851

E-mail : wallt@un.org

Laufey Löve Téléphone : 1-212-963-3507

E-mail : love@un.org

Pour plus d'information :

Site web : www.un.org

E-mail : ldc@unctad.org

Adresse : Troisième Conférence des Nations Unies sur les PMA
Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse

Fax : 41-22-907-0046